



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
SAÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté

Unité Inter-Départementale 25-70-90

ARRÊTÉ DREAL N°70-2024-12-24-00005

EN DATE DU 24 DEC. 2024

**portant sur l'aménagement de la station d'épuration des eaux industrielles de la
société EUROSERUM à PORT-SUR-SAONE**

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le Code de l'environnement, et notamment le titre 1er du Livre V, ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- le Code de la justice administrative ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;
- la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités codifiée à l'annexe de l'article R.214-1 du Code de l'environnement ;
- le décret du 27 septembre 2023 portant nomination du Préfet de la Haute-Saône, M. Romain ROYET ;
- le décret du 24 avril 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône, Mme Annick PÂQUET ;
- le plan de prévention des risques inondations (PPRI) par débordement de la rivière « Saône » sur sa partie centrale approuvé par arrêté préfectoral n°70-2020-03-10-007 du 10 mars 2020 ;
- le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 21 mars 2022 ;
- l'arrêté préfectoral codificatif n°70-2022-12-14-0005 du 14 décembre 2022 portant autorisation environnementale pour l'exploitation d'une usine de transformation de sérum par la société EUROSERUM ;

- l'arrêté préfectoral n°70-2024-05-06-00057 du 6 mai 2024 portant délégation de signature à Mme Annick PÂQUET , secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Saône ;
- le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite du 25 octobre 2017 ;
- l'avis de la Direction Départementale des Territoires (DDT) de la Haute-Saône du 27 février 2023 ;
- l'accord au titre du Code de l'urbanisme pour la construction du bassin d'aération délivré par la commune de Port-sur-Saône le 15 mai 2023 ;
- le dossier technique « *modification de l'unité de traitement des eaux usées du site Eurosérum* » Rapport n°120161/version 2- Novembre 2022 ANTEA annexé à la demande déposée par la société EUROSÉRUM complété par courriers du 9 juillet 2024 (démonstration de la transparence hydraulique) et du 29 octobre 2024 (définition d'une mesure de compensation en zone humide, Collaud Expertises Écologiques 22 octobre 2024) ;
- les mesures compensatoires proposées par le demandeur portant sur la soustraction de 1035 m³ de zone inondable nécessitant de recréer un volume équivalent disponible pour l'expansion des crues et 400 m² de zone humide nécessitant de recréer le double de surface de zone humide ;
- l'avis du 3 décembre 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône Alpes, chargée de la police de l'eau sur l'axe Rhône-Saône ;
- le rapport du 05 décembre 2024 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT

- que les constats réalisés pendant l'inspection de l'établissement EUROSÉRUM le 25 octobre 2017 et repris par écrit au rapport du 26 octobre 2017 mettent en évidence des désordres structurels au niveau du bassin d'aération de la station interne route de Vauchoux ;
- qu'aux termes de l'article L.512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

- que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont complétées par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- que le projet qui consiste à construire un bassin d'aération et ses équipements annexes dont deux stockages de chlorure ferrique ne relève d'aucun des trois critères de l'article R.181-46 I du Code de l'environnement et ne constitue donc pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application de l'article du II R.122-2 du même code et n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du même code ;
- que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 I du Code de l'environnement ;
- que le projet constitue une modification notable en sens de l'alinéa II de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;
- qu'il y a lieu en conséquence de faire application des dispositions prévues par l'article R.181-45 du Code de l'environnement pour acter les éléments de compensation ci-après permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts protégés du Code de l'environnement ;
- que l'aménagement de l'ouvrage (bassin d'aération et annexes) nécessite des remblais situés dans une zone réglementée du PPRI de la Saône susvisé ;
- l'impossibilité géographique de construire le bassin autre qu'au voisinage des installations existantes ;
- l'intérêt des travaux projetés visant à la modernisation de la station d'épuration industrielle en ce qui concerne d'une part les désordres d'ordre structurel source potentielle de fuites sur le bassin existant et d'autre part une amélioration des rejets chargés en matière organique ;
- que la disposition 8-03 du SDAGE Rhône-Méditerranée impose de compenser à 100 % les volumes prélevés au champ d'expansion en zone inondable ;
- que les mesures compensatoires relatives aux risques d'inondation permettent de compenser les volumes d'expansion des eaux soustraits du fait de la construction du bassin d'aération soit un minimum de 1035 m³ ;

- que la disposition 6B03 du SDAGE Rhône-Méditerranée impose de préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités ;
- que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des zones humides permettent de maintenir les fonctionnalités des zones humides ;
- que les mesures compensatoires relatives aux zones humides permettent de recréer dans le lit majeur de la rivière Saône une zone humide après retrait de matériaux de remblai sur une surface de 1190 m² jusqu'au sol originel soit plus du double en surface de la zone humide impactée ;
- ainsi que le projet est compatible avec les orientations et les objectifs du SDAGE Rhône-Méditerranée ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Objet

La société EUROSERUM, dont le siège social est situé route de Villers 70170 PORT-SUR-SAONE, ci-après dénommée « l'exploitant », se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations de traitement des eaux situées au lieu dit Vauchoux sur les parcelles 01 et 02 section BK de la commune de PORT-SUR-SAONE. Ces dispositions sont prises à compter de la notification du présent arrêté et s'appliquent sans préjudice des dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3 – Mesures de compensation liées aux remblais et aménagements réalisés en zone inondable

La cote supérieure du bassin, des équipements électriques et des pompes est fixée à un niveau supérieur ou égal à la cote des plus hautes eaux (CPHE) soit 210,87 m NGF augmentée d'une revanche de 0,30 m.

Afin de recréer le volume d'expansion des eaux supprimé par les travaux de construction du bassin d'aération et ses équipements connexes, l'exploitant crée une zone de compensation d'un volume minimal de 1035 m³.

Les travaux liés à cette dépression doivent garantir en tout temps les capacités d'expansion des crues.

Les mesures compensatoires sont réalisées préalablement à la réalisation de l'installation. Pour justifier de la bonne réalisation de ces travaux, l'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées, un rapport comportant un relevé topographique des terrains décaissés avant travaux et un relevé topographique des terrains après achèvement des travaux ainsi qu'une note de calcul récapitulant les volumes rendus à la crue.

ARTICLE 4 – Mesures de compensation liées aux remblais et aménagements réalisés en zone humide

Les impacts sur 400 m² de zones humides, liés au projet de construction du bassin d'aération et ses équipements connexes, conduisent à la réalisation d'une mesure compensatoire visant la restauration de *a minima* 800 m² de zone humide.

Les travaux de compensation sont suivis par un écologue et consistent en :

- le retrait des matériaux de remblais existants sur une surface de 800 à 830 m² ;
- la constitution d'un talus de pente modérée (25°) sur une surface de 360 m² ;
- la restauration de la topographie et du sol d'origine de la zone humide à la cote 208m NGF sans dépasser le niveau du sol organique présent sous le remblai ;
- le cas échéant selon le degré de compactage des sols après décaissement, des travaux de restructuration des sols.

Les matériaux déblayés feront l'objet d'une caractérisation en application de l'article L.541-7-1 du Code de l'environnement afin de déterminer les exutoires appropriés pour leur gestion. Les justificatifs d'évacuation et de traitement des matériaux excavés seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Phase chantier :

Les travaux sont réalisés en période d'étiage et moindre activité biologique soit de fin août à fin janvier. Les aires de stockage de produits potentiellement polluants et de stationnement des véhicules de chantier font l'objet d'une délimitation claire, de mesures de confinement et sont implantées à l'écart des zones sensibles (en particulier fossés, zones humides, bords de cours d'eau, milieux naturels préservés).

Les engins ne doivent pas circuler en zone humide.

Si des travaux de restructuration du sol y étaient nécessaires, un système de répartition des charges devra être utilisé pour limiter le tassement du sol lié aux passages des engins.

Suivi :

Un suivi écologique et pédologique est assuré aux années N+2, N+5 et N+10.

Le suivi écologique vise à :

- vérifier la reconquête de la zone par une végétation hygrophile ;
- inventorier les espèces végétales et habitats présents ;
- vérifier l'absence d'espèces exotiques envahissantes.

Le suivi écologique est réalisé par un écologue, en période favorable (printemps et été) pour s'assurer du bon développement de la biodiversité. Les relevés ciblent le volet flore/habitats pour garantir l'efficacité des milieux humides créés (densité de flore hydrophile, évolution des différents habitats créés) ainsi que les espèces faunistiques qui s'y développent avec un zoom particulier sur les batraciens/odonates/avifaunes, et l'absence d'espèces exotiques envahissantes.

Le suivi pédologique vise à constater la présence d'un engorgement temporaire ou permanent proche de la surface, apprécier la texture de surface et le niveau d'incorporation de matière organique et à assurer de l'absence de drain (fossé, rigole) dans la zone humide.

Les mesures de suivi font l'objet d'un rapport d'intervention après chaque passage. Ce rapport est transmis au service de la police de l'eau de l'axe Saône et à l'inspection des installations classées.

Les rapports de suivi écologique et pédologique déterminent si des ajustements ou améliorations sont à mettre en œuvre pour améliorer les fonctionnalités de la zone humide. Si à l'issue des premiers suivis, le rapport conclut à un échec de la re-végétalisation naturelle et/ou du caractère hygrophile de la zone compensée, des mesures complémentaires avec échéancier seront proposées et mises en œuvre pour atteindre l'objectif de développement d'une végétation et d'un sol à caractère hygrophile.

ARTICLE 5 – Mesures de prévention du risque de mouvement de terrain

Préalablement à la construction du projet une étude géologique, hydrogéologique et géotechnique avec conclusion favorable à l'aménagement doit être réalisée.

ARTICLE 6 – Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par les réglementations autres que celles en application desquelles elle est délivrée.

ARTICLE 7 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44. Le présent arrêté est notifié à la société EUROSERUM dont le siège social est situé route de Villers - 70170 PORT-SUR-SAÔNE.

ARTICLE 8 – Voies et délais de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Besançon (30 Rue Charles Nodier, 25000 Besançon) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 9 – Exécution et ampliation

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Saône, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté, la société EUROSERUM sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'au Maire de la commune de Port-Sur-Saône.

Fait à Vesoul, le 24 DEC. 2024

Le préfet

Par délégation

La secrétaire générale

Annick PÂQUET

